

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly

SMIC et service public: nous attendons des réponses claires

Les élections politiques passées, les signes négatifs apparaissent. Du moins d'après ce qui ressort publiquement et qui demande à être confirmé, ce qui n'est pas le cas à l'heure où ces lignes sont écrites.

Le SMIC d'abord. Selon le journal Les Échos, l'augmentation serait de 2% et constituerait une avance (un à-valoir) sur l'augmentation obligatoire au 1er janvier prochain. Si c'est le cas, il s'agirait d'une anticipation.

En terme de coup de pouce (au-dessus des prix et des salaires), cela représenterait entre 0,10 et 0,30 point! Tout ça pour ça! Rappelons que le dernier coup de pouce (du même tonneau +0,3) remonte à 2006. Si ces informations étaient confirmées, cela signifierait que le gouvernement aura été plus sensible aux sirènes des employeurs qu'aux attentes des travailleurs.

Le service public ensuite. Apparemment, les augmentations d'effectifs dans certains secteurs (Éducation nationale, police, justice) seraient compensées par des baisses ailleurs. Si tel était le cas (via des réductions ou des transferts par décentralisation), on continuerait à accentuer la RGPP.

Ce serait inacceptable.

C'est d'ailleurs pourquoi nous demanderons sur cette question, à l'occasion de la conférence sociale:

- l'arrêt de la RGPP;
- une véritable évaluation du service public républicain.

Le refuser signifierait clairement une volonté de poursuivre une remise en cause des principes républicains.

Nous attendons donc des réponses claires. Car pour le moment, et comme j'ai eu l'occasion de le dire:

«Comme le disait la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou il y a un loup!»

Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, du mercredi 27 juin 2012

